



APPELER LE 111



Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

24 janvier 2023

REHABILITATION DE LA ROUTE SOKODE-TCHAMBA-KAMBOLE-FRONTIERE-BENIN :

LE PREMIER MINISTRE A LANCE LES TRAVAUX

Sokodé, 24 jan. (ATOP) – Les travaux d'aménagement et de réhabilitation de la route nationale N° 14 : Sokodé-Tchamba-Kambolé-Frontière Bénin ont été lancés, le lundi 23 janvier à Birini-Douboudè, dans la préfecture de Tchaoudjo. Le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé a donné le premier coup de pioche marquant le démarrage des travaux.

D'un coût total de 68,6 milliards FCFA, financé par des partenaires techniques et financiers anglais et l'Etat togolais, les travaux seront réalisés par l'entreprise Hitech Construction Africa Limited, sous le contrôle et la surveillance du groupement de bureaux African Ways/Mys Idee.

La nouvelle route distante de 86 km aura des profils différents selon qu'on soit en agglomération ou en rase campagne. Cette voie a été aménagée en chaussée rigide avec un revêtement en béton armé continue.

La durée de vie d'une route de cette nature est d'au moins 30 à 40 ans, sans pratiquement les travaux de maintenance et d'entretien, a affirmé la ministre des Travaux publics, Mme Zouréhatou Kassah-Traoré. Celle-ci a relevé que le tronçon est actuellement dans un état de dégradation avancée et constitue donc un handicap pour cette zone d'intenses productions agricoles et d'élevage. La ministre Kassah-Traoré a souligné qu'une fois réhabilitée, la RN14 offrira aux usagers, notamment les conducteurs de camions de transport de marchandises, une réduction très sensible du temps de parcours et du coût du transport, avec accès facile aux centres médicaux, aux établissements



Le Premier ministre donnant le premier coup de pioche

administratifs et scolaires et aux marchés. La ministre a mentionné que cet axe a également et surtout une valeur économique certaine et indéniable puisqu'il favorisera l'écoulement plus rapide des produits vivriers. *« Ce jour marque la concrétisation d'un projet particulier cher au président de la République. C'est avec ardeur, abnégation et sans relâche que le gouvernement a maintenu le cap fixé dans le cadre de la feuille de route gouvernementale permettant aujourd'hui de faire face à ce grand projet de réhabilitation de la route N° 14 Sokodé-Tchamba-Kambolé-Frontière Bénin et d'en faire une réalité »*, a-t-elle confié. La ministre a souligné que *« cette détermination affichée est un gage du chef de l'Etat de créer les conditions favorables au développement, afin de hisser progressivement notre pays au rang des Etats émergents »*. Aux dires de Mme Kassah-Traoré *« cette route permet à notre pays de jouer son rôle d'échange entre les pays de la CEDEAO et particulièrement, entre le Bénin et le Togo »*.

Au nom des populations bénéficiaires, le préfet de Tchamba, Issaka Laguebande, a remercié le gouvernement pour l'attention particulière accordée à cette route dont la réhabilitation donnera un coup d'accélérateur au développement de la région Centrale et va contribuer à intensifier les échanges transfrontaliers avec le Bénin. Pour lui, *« au terme des travaux, vous aurez mis fin aux crevaisons des pneus, aux ruptures d'attelage des remorques, aux casses d'amortisseurs, aux fêlures des châssis, aux déboitements des rotules, aux dérapages incontrôlés et aux nombreux accidents de circulation qui s'y produisaient du fait de son état de dégradation »*.

Le préfet de Tchaoudjo, Col Monpion Matéindou a, au nom des populations et de ses pairs de la région Centrale, exprimé sa gratitude au chef de l'Etat, Faure Gnassingbé pour ce « cadeau inestimable » offert aux populations de la région en ce début de l'année. *« Cette route offre des opportunités socio-économiques énormes et certaines »*, a-t-il ajouté.

Cette réalisation est un ouf de soulagement pour les bénéficiaires.

« Aujourd'hui le chef de l'Etat a essuyé nos larmes. Donc toute la population de la préfecture de Tchamba est très émue, nous ne savons plus quelle expression faut-il utiliser pour dire merci au président de la République, Faure Gnassingbé », a témoigné Mme Odéi Meri, responsable des femmes de la préfecture de Tchamba.

Même sentiment de joie et de gratitude chez Mme Madjédjé Badassawè, élue locale de la commune de Tchaoudjo 4. *« Pour aller à Tchamba et à Kamboli au lieu de faire une heure de temps, on peut faire deux heures de temps voire plus. Nous rendons grâce au chef de l'Etat et nous lui disons merci. Je suis sûr que le prix du transport va diminuer pour aller à Tchamba pour le commerce car Tchamba c'est un lieu de commerce pour nous »*, a-t-elle renchéri.

ATOP/MEK/AJA

ECHOS DE LA CAPITALE

PROJET « COMPETENCES DE VIE ET L'EDUCATION FINANCIERE » : DES ACTEURS DE L'EDUCATION DE TROIS PAYS EN ATELIER D'EVALUATION FINALE

Lomé, 24 jan. (ATOP)- Un atelier sous-régional de trois jours consacré à l'évaluation finale du projet « Compétences de vie et l'éducation financière dans une optique de genre » (Aflateen+), a démarré le mardi 24 janvier à Lomé.

A travers cette rencontre, il s'agit pour les acteurs et les partenaires de l'éducation des trois pays d'implémentation du projet (Mali, Niger et Togo) « de faire le bilan, d'évaluer ce qui est mis en œuvre pour juger de la pérennité et de l'extension du projet qui a permis de renforcer les capacités des jeunes de 14 à 18 ans en éducation sociale et financière », a indiqué la coordinatrice Aflateen + au Togo, Mme Samah Tinka.



Les participants à l'atelier

Cet atelier de fin de projet est organisé en collaboration avec la Fédération des syndicats de l'éducation nationale (FESEN), sous le thème « éducation sociale et financière des jeunes ». Les participants auront également à analyser les impacts du projet sur les jeunes dans les trois pays, mais également de partager les expériences et défis en matière d'éducation financière des jeunes.

Aflatoun International, une ONG spécialisée dans l'éducation des enfants, avec le soutien de Dubai Cares, a exécuté le projet depuis 2019. Le but est de transformer la vie de 6000 adolescents, filles et garçons, grâce à des compétences de vie, une éducation financière et une formation à l'entrepreneuriat. Ce projet entre en phase avec la vision du Programme régional d'éducation financière (PREF) de la BCEAO dont l'objectif est de doter les populations de l'UEMOA de connaissances et compétences financières indispensables.

Au Togo, a expliqué Mme Samah, au plan financier, le projet a amené les scolaires à faire de l'épargne à travers les clubs Aflatoun mis en place dans certains établissements. Elle a précisé que « le projet Aflateen + est venu apporter un plus à notre éducation en donnant une éducation financière aux élèves qui prennent conscience et pourraient devenir dans l'avenir des entrepreneurs ». Sur les trois ans, le projet est exécuté dans 56 établissements du secondaire au plan national.

Le secrétaire général du ministère en charge de l'Enseignement primaire, Emmanuel Ahiya a relevé que l'inclusion financière constitue pour les Etats de la sous-région et particulièrement pour le Togo, un levier très important contre la pauvreté. M. Ahiya a formulé le vœu que de cet atelier de partage et de capitalisation « jaillissent des recommandations permettant d'aller à une extension et à une généralisation dans les établissements du secondaire mais aussi à une diversification vers le secteur non formel ».

La cheffe du projet, Mme Léa Rauh a rappelé que ce projet est basé sur l'un de leur manuel d'éducation « Aflateen+ », un document d'éducation sociale et financière dédié aux jeunes adolescents de 14 à 19 ans pour les préparer au monde du travail afin de les amener à être autonomes financièrement. Elle a dit être satisfaite de l'impact du projet dans les trois pays et relevé que la réflexion est de trouver d'autres partenaires pour poursuivre cette initiative « fructueuse ».

ATOP/AJA/CA

NOUVELLES DES PREFECTURES

DEVELOPPEMENT INCLUSIF :

LA CHEFFE DU GOUVERNEMENT EN VISITE A TCHAMBA

Tchamba, 24 jan. (ATOP) – Après le lancement des travaux de réhabilitation de la route nationale N°14 Sokodé-Tchamba-Kambolé-Frontière Bénin, le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé a rencontré, le lundi 23 janvier, les maraîchères et transformateurs de produits agricoles de la préfecture de Tchamba.

Cette rencontre a permis à la cheffe du gouvernement de se rapprocher des acteurs agricoles de la préfecture et d'échanger avec eux sur leurs conditions de vie et de travail. C'était également l'occasion pour Mme Tomégah-Dogbé de les entretenir sur la vision du chef de l'Etat pour l'épanouissement de toutes les couches socioprofessionnelles du pays.



Le PM (3ème de la droite) dans l'usine de noix de cajou

Le Premier ministre était accompagné de plusieurs membres du gouvernement. Les échanges ont porté sur les différents projets mis en branle par le gouvernement pour permettre aux populations de vivre de leurs labeurs. « *Pour qu'un pays se développe, il faut un homme, une vision, des hommes et des femmes pour mettre en œuvre cette vision* », a dit Mme Tomégah-Dogbé. La vision du chef de l'Etat, d'après elle « *c'est un Togo en paix, un pays stable, qui évolue sur la voie du développement* ». La cheffe du gouvernement a félicité les maraîchères pour les avancées considérables enregistrées dans leurs activités de transformation des produits agricoles depuis la mise en place des différentes facilités financières visant à accompagner les activités génératrices de revenus. Mme Tomégah-Dogbé les a invitées à s'armer d'ardeur pour maintenir le cap et bénéficier des autres projets exécutés en ce sens par le gouvernement pour leur épanouissement.

Après ces échanges, le Premier ministre et sa suite se sont rendues à l'usine de transformation de l'anacarde « *Cajou Espoir* » implantée dans la localité depuis 2004. Cette visite a permis à Mme Tomégah-Dogbé de s'enquérir des différentes étapes de transformation de la noix de cajou, des conditions de travail des employés et de l'impact environnemental de cette usine dans le milieu. Elle s'est également renseignée sur les actions qui sont menées pour l'épanouissement de la population riveraine.

ATOP/JK/MEK

LA 1^{ère} SESSION ORDINAIRE DE L'ANNEE DE LA COMMUNE WAWA 1 OUVERTE

Badou, 24 jan. (ATOP) - La 1^{ère} session ordinaire du conseil municipal de la commune Wawa 1, comptant pour l'année budgétaire 2023 s'est ouverte le lundi 23 janvier à Badou et prendra fin le vendredi 27 prochain.

Cette première session ordinaire de l'année budgétaire exercice 2023, sera consacrée essentiellement à la définition de nouvelles stratégies de mobilisation de ressources, à l'échange avec les contribuables sur les réalisations que la commune a faite

sur le terrain en matière d'investissement, et à la présentation des différents projets d'investissement de l'année en cours.



Les participants

Pour ce faire, le maire Assamoah Yao Ogah a invité ses collègues conseillers à soutenir l'exécutif dans la mobilisation des ressources et dans la gestion et l'application des décisions gouvernementales qui opposent souvent les communes aux contribuables. Il a remercié la population pour le soutien et la participation dont elle fait montre.

Le secrétaire général de la préfecture de Wawa, Issa Touré, a exhorté tous les participants à apporter leurs expériences et expertises, afin de booster la mobilisation de ressources financières pour supporter les nouvelles charges des communes avec l'augmentation de la valeur indiciaire de 10% sur le salaire du personnel et de 10.000 F CFA de déplacement accordé à chaque agent, ainsi que les avancements individuels. Il a invité les élus locaux à dépassionner les débats et à faire preuve de réalisme lors des prises de décision pour le développement économique et sociale durable de la commune.

Les chefs de cantons, les chefs de services déconcentrés de l'Etat, les présidents des CDQ, les responsables des syndicats, ONG et associations ainsi que des forces de sécurité et de défense étaient présents à la cérémonie d'ouverture de cette session.

ATOP/PM/AR

TONE:

DES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES DE LA RÉGION DES SAVANES ECLAIRES SUR LA LOI DE FINANCES EXERCICES 2023

Dapaong, 24 jan. (ATOP) - Des opérateurs économiques de la région des Savanes ont été formés et sensibilisés, le lundi 23 janvier à Dapaong, sur le thème "l'entreprise face à la loi de finances 2023".

Cet atelier a été organisé par la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCIT)-Savanes en partenariat avec le cabinet Crowe Togo, dans le cadre de ses missions d'informations et de sensibilisations à l'endroit des opérateurs économiques sur des questions relatives au fonctionnement de leurs entreprises. L'objectif est d'expliquer et éclairer davantage les responsables d'entreprises sur les motifs des modifications apportées à la loi de finances 2023 afin de les amener à payer librement leurs impôts et taxes.



Des opérateurs économiques des savanes

L'expert-comptable au cabinet Crowe Togo, Moussa Aboudou Mikidari a expliqué que les modifications de la loi de finances en faveur des entreprises sont dues aux effets négatifs de la crise économique que traversent le monde. Il a fait comprendre qu' à travers ces nouvelles applications, il est question d' aider les opérateurs économiques à faire face à cette crise en payant aisément leurs redevances. M. Moussa a souligné que la loi de finances 2023 a connu des innovations mais d'autres points ont été reconduits avec beaucoup d'avantages pour les entreprises. L'expert-comptable a cité en exemple, l'impôt appelé patente payé dans le secteur de distribution de pagnes et tissus où une réduction de 60% est désormais appliquée à ce secteur.

La responsable régionale de la CCIT, Mme Pagna Essodomna a indiqué que son service servant de liaison entre le pouvoir public et le secteur privé, a le devoir de relayer toutes informations, dispositions, facilités, opportunités ou avantages accordés au secteur privé pour favoriser le développement des affaires. Elle a convié les participants à se conformer aux nouvelles applications et dispositions pour le développement économique.
ATOP/BB/KKT

AMOU/ SANTE :

LE DEPUTE-MAIRE GNASSINGBE OFFRE DU MATERIEL MEDICAL AU CMS DE HIHIÉATRO

Amlamé, 24 jan. (ATOP) - Le député-maire de la commune Amou 2, Méyébine-Esso Kwame Gnassingbé a offert, le lundi le 23 janvier à Hihiéatro, chef-lieu de la commune Amou 3, un lot de matériels de soins médicaux au Centre médico-social (CMS) de la localité.

Ce don est composé de sept lits, une armoire, un chariot, un fauteuil roulant ; une table d'examen gynécologique et seize cartons de masque. A travers cette action, le député-maire entend soutenir la politique de la santé prônée par le gouvernement.

A l'occasion, M. Gnassingbé a félicité le personnel du CMS Hihiéatro pour le travail et les efforts consentis au quotidien en matière de santé des populations.

Le maire de la commune d'Amou 3, Essiomle Yao Obibiaboè et l'assistant médical du CMS Hihiéatro, Issifou Yaminou ont remercié le donateur pour cette action. Ils ont indiqué que ce geste vient renforcer le plateau technique et les capacités des services de santé et de prise en charge des personnes surtout vulnérables.

En marge de cette cérémonie de remise du matériel, les autorités ont pris part à l'inauguration d'une station d'essence dénommée « service YATT&CO » à Amou-Oblo dans la commune Amou 2.

ATOP/AKA/KKT



Remise symbolique

SOTOUBOUA :

DES KITS SCOLAIRES AUX ELEVES DE L'EPP KANIAMBOUA

Sotouboua, 24 jan. (ATOP) – Les apprenants de l'Ecole primaire publique (EPP) Kaniamboua-Sud ont bénéficié, le lundi 23 janvier, de kits scolaires offerts par l'association « Mieux Vivre au Togo ».

Ces kits sont composés de cahiers, d'ardoises, de crayons, de stylos, de boîtes de craies ainsi que des jouets pour les tout-petits du jardin d'enfants. L'objectif est de permettre aux élèves qui ont déjà épuisé ou perdu une partie de leurs fournitures scolaires de poursuivre et terminer l'année scolaire dans de bonnes conditions.

En remettant ces kits, le président de l'association « Mieux Vivre au Togo », Koudoglo Noël, a indiqué que le but de son association est d'appuyer les efforts du gouvernement pour promouvoir une éducation de qualité au Togo. « Depuis quelques années nous sommes en relation avec cet établissement que nous appuyons en fournitures scolaires et dont nous avons également parrainés des enfants en situations difficiles », a-t-il ajouté. M. Koudoglo a fait savoir que son association envisage réhabiliter le bâtiment principal de trois salles qui est décoiffé depuis trois ans. Il promet également construire un bâtiment pour la cantine et renforcer le toit du second bâtiment principal pour le bonheur des apprenants.



Une vue partielle des enfants avec les kits

En réceptionnant ces kits, le chef d'inspection préscolaire et primaire de Sotouboua sud, Naroukou Linawa, a remercié les donateurs pour leurs soucis d'œuvrer à l'amélioration de la qualité de l'éducation au Togo et dans la préfecture de Sotouboua en particulier. Il assure que ces articles scolaires iront aux ayants droits.

Le chef canton de Kaniamboua, Téou Bedjezim et le président des parents d'élèves, Bana Passani ont abondé dans le même sens. Ils ont exprimé leur reconnaissance à l'association pour sa volonté de réhabiliter le bâtiment principal de trois salles décoiffé depuis 2020.

L'association « Mieux Vivre au Togo » est créée en 2009 et a son siège en Suisse. Elle intervient dans les domaines de l'éducation, la santé, le parrainage, le social et l'insertion professionnelle.

ATOP/BTP/MEK

CULTURE DE NOUVELLES PLANTES A POTENTIALITE ECONOMIQUE DANS LA COMMUNE KLOTO 1



Le maire Dogbatsè lors du point de presse

Kpalimé, 24 jan. (ATOP)- Le maire de Klotto 1, Winny Yawo Dogbatsè a annoncé, lors d'un point de presse le lundi 23 janvier à Kpalimé, l'introduction de la culture et la transformation de deux nouvelles plantes, le Ylang Ylang et la Vanille dans Klotto1

Le Ylang-ylang est un arbre de la famille des annonacées, originaire d'Asie du sud-est. On le cultive pour une huile essentielle très utilisée en parfumerie, qu'on extrait de ses fleurs par distillation. Quant à la vanille, elle est une épice d'origine mésoaméricaine du genre vanilla. Elle possède des vertus stimulantes qui aident à lutter contre la fatigue physique et intellectuelle. Elle

réduit le stress et améliore la mémoire et la concentration. De plus elle favorise l'effort musculaire et assure une meilleure récupération. .



Un Vanillier



La plante de Ylang-ylang

Cette annonce est faite par le maire Dogbatsè de retour d'un voyage effectué du 10 au 15 janvier 2023 à Mamoudzou dans le cadre d'une convention de jumelage entre les communes de Kloto 1, d'Agoè-Nyivé 2 et Mamoudzou, signée le 2 avril 2022. Ce déplacement à Mamoudzou dans l'île de Mayotte a permis à la délégation togolaise d'apprécier les réalités de ce pays et d'identifier de nouvelles opportunités susceptibles de régler le problème d'agro écologie dans les Plateaux.

D'après le maire Dogbatsè, les accords de ce jumelage portent sur le volet agricole, précisant que Mayotte est une île et ses habitants de grands producteurs de plantes à essence dans l'océan indien.

« Nous avons réfléchi aux possibilités d'importation de cette expertise de la production et de la transformation de ces plantes à essence chez nous dans le Kloto 1, surtout que le Ylang Ylang pousse déjà dans nos maisons. Il est planté pour fleurir et embaumer les maisons de sa senteur », a expliqué le maire de Kloto 1. Il a précisé que l'essence de ces plantes est une richesse inestimable qu'il faut valoriser dans la commune. La seconde plante, la vanille est quant à elle susceptible d'être cultivée dans les champs de cacaoyer, a-t-il dit.

La délégation a également visité le pôle d'excellence agricole de Mamoudzou pour apprécier les techniques utilisées pour extraire les essences de Ylang Ylang et des fruits de la vanille.

La prochaine étape de cette coopération est la visite des experts de Mamoudzou au Togo pour former les producteurs agricoles sur les techniques de production de la vanille et du Ylang Ylang ainsi que d'extraction de l'essence. En retour, une délégation d'experts togolais en maraîchage se rendra aussi à Mamoudzou pour former les jeunes en techniques agricoles et de maraîchage.

Pour le maire Dogbatsè, la culture de ces deux plantes est un avantage pour le paysan de Kloto, en plus de son café cacao et ses plantations de manioc. Il a annoncé également la création d'une ligne maritime Lomé-Mamoudzou pour le transport des produits agricoles comme le riz local, les plantains, les bananes, l'ananas qui manquent à Mamoudzou. ATOP/AKH/TJ

KLOTO/ GESTION AXEE SUR LES RESULTATS :

DES GESTIONNAIRES D'HÔTELS ET BARS ET UNE ÉQUIPE DE LA DRICEHB EN FORMATION A KPALIME

Kpalimé, 24 jan. (ATOP)- Des gestionnaires d'hôtels et bars ainsi qu'une équipe de la Direction de la réglementation de l'inspection et du contrôle des établissements hôteliers et des bars (DRICEHB) chargée du suivi des activités des hôtels renforcent leurs

capacités en matière de Gestion axée sur les résultats (GAR) du 23 au 26 janvier à Kpalimé.

Cette formation est initiée par le ministère de la Culture et du tourisme à travers DRICEHB avec l'appui du Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP) et le cabinet AGRITORCH. Elle vise à améliorer la transparence et la performance aussi bien au niveau des agents que des unités hôtelières concernées.

Il s'agit de former les gestionnaires des hôtels et bars et l'équipe dirigeante de la DRICEHB sur la gestion axée sur les résultats dans l'élaboration des outils de gestion des entreprises hôtelières et de suivre la mise en œuvre de la gestion axée sur les résultats dans les entreprises hôtelières.

Cette formation, essentiellement pratique porte sur l'environnement interne et externe des sous-secteurs hôtels, restaurants et bars; l'harmonisation des notions et concepts utilisés dans la GAR et la formulation des indicateurs. La programmation des actions et opérations, l'élaboration des tableaux de suivi des actions et la définition des responsabilités des acteurs dans le processus allant de la planification au suivi des activités, en passant par la production du rapport de performance, la diffusion des rapports à l'interne et la reddition des comptes sont également inscrits au programme de la rencontre.

Le directeur de cabinet au ministère de la Culture et du tourisme, Dr. Bakayota Koffi Kpaye a souligné que cette nouvelle approche responsabilise davantage chaque agent et facilite une autoévaluation objective et transparente des performances des individus et de chaque organisation.

Le directeur général du cabinet AGRITORCH, Gilles Lazare Akomagni a indiqué que le GAR est un outil qui attire l'attention, et permet de mesurer les efforts faits par les uns et les autres. Ce qui dit-il, prouve un souci de transparence, de bonne gouvernance et de satisfaction de tous ceux qui sont impliqués dans la chaîne des résultats des hôtels. Il a invité les participants à apporter un changement dans la vie des hôtels et des parties prenantes ainsi que des usagers des hôtels.

Le préfet de Kloto, le 1er adjoint au maire, le directeur de la Réglementation, de l'inspection et du contrôle des établissements hôteliers et bars ont pris part à l'ouverture de l'atelier.

ATOP/AYH/JK



Officiels et gestionnaires d'hôtels du Togo

DANKPEN/ PROMOTION DE LA SCOLARISATION DE LA JEUNE FILLE :
DES AGENTS PORTEURS DYNAMIQUES DES COMMUNAUTES FORMES

Guérin-Kouka, 24 jan. (ATOP)- Un atelier de formation, d'information et de sensibilisation à l'intention de onze Agents porteurs Dynamiques des Communautés (APDC) des 3 communes de la préfecture de Dankpen sur la promotion de la scolarisation de la jeune fille s'est déroulé du 18 au 20 janvier à Guérin-Kouka.

Cette initiative émane du Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire, Technique et de l'Artisanat (MEPSTA) à travers sa Cellule Genre. Elle a bénéficié de l'appui financier du Partenariat Mondial pour l'Education (PME) et de l'association Internationale de Développement (IDA).

L'activité est un volet du « Projet d'Amélioration de la Qualité et de l'Équité de l'Éducation de Base » (PAQEED) qui couvre quatre préfectures défavorisées (Kpendjal, Dankpen, Kéran et Lacs). Elle a permis de former des agents porteurs qui dupliqueront la formation à leur tour dans les communautés en vue d'un changement de mentalité, de conception culturelle et de comportement par rapport à la scolarisation de la fille.

Les onze agents porteurs ont été outillés sur l'importance de la scolarisation de la fille, les obstacles de la scolarisation de la fille, les rôles du genre, les questions liées aux inégalités de normes sociales basées sur le genre, les stratégies de lutte contre les grossesses et mariages précoces. Ils ont renforcé leurs connaissances sur les stratégies de lutte contre les violences basées sur le genre en milieu scolaire, les procédures d'octroi des uniformes scolaires sur PAQEED aux préfectures ciblées. Les participants ont suivi la projection de la loi portant protection des apprenants contre les violences à caractère sexuel au Togo.



Des participants

L'attachée d'administration chargée d'études à la direction de la Planification des Statistiques et de Suivi Evaluation, membre de la Cellule Genre au ministère en charge des Enseignements primaire, secondaire et technique, Mme Ketoh Mensah Adjwoa, a précisé les agents porteurs animeront des campagnes de sensibilisation sur la promotion de la scolarisation des filles dans leurs localités. Ceci, dit-elle contribuera à un changement de mentalité par rapport aux conceptions culturelles en vue d'un accompagnement des filles. ATOP/BN/BV

DOSSIER

L'IMPASSE CACAOYÈRE DANS LE WAWA:

APPROCHE DE SOLUTIONS POUR LA REDYNAMISATION DE LA FILIÈRE

Par Prince Makassa



Les cabosses de cacao dans une plantation

solutions de cette chute de production cacaoyère dans la préfecture ?

L'agriculture est un secteur stratégique caractérisée par l'élevage, les cultures vivrières et les cultures de rentes dont le cacao. Au Togo, le cacao est produit dans la région des Plateaux surtout dans la préfecture de Wawa. Cette préfecture fournit à elle seule une part non négligeable du cacao à l'exportation depuis l'indépendance du Togo. Le cacao représente 7 % des recettes d'exportation et constitue 30% des recettes agricoles produites. Quelles sont les causes et les

Le maire Wawa 1, Assamoah Yao Ogah, relève que la production et la vente du cacao ont fait le bonheur des producteurs de la préfecture de Wawa entre 1960 et 1985. Mais depuis une trentaine d'années, la production connaît une décrue chaque année. Le rendement de la préfecture de Wawa est passé de 6727,952 tonnes en 2011 à 5512,623 tonnes en 2021, selon les registres du service de contrôle de conditionnement des produits du ministère du Commerce.

Les plantations de cacao offrent un paysage arboré et luxuriant. De 2001 à 2021, le Togo a perdu, 67300 hectares de couverture arborée et la région des Plateaux est la grande zone de déforestation avec 39200 hectares. Face à la baisse de la production, le gouvernement adopte plusieurs mesures pour la relance durable de la filière mais le secteur peine à reprendre ses lettres de noblesse. Cette chute de la production cacaoyère n'est pas sans conséquences sur la vie sociale et économique des populations de la localité.

Les causes de la chute de production

Les causes de la baisse de la production cacaoyère sont variées et multiples. Certaines sont le vieillissement des premières plantations et la déforestation de la zone de production, depuis 1990 jusqu'à nos jours selon le directeur préfectoral de l'agriculture de Wawa, Kofi Tokétchala. A part ces causes, on note aussi les effets négatifs des feux de brousse qui sont à l'origine de la perte de plusieurs centaines d'hectares de plantations de caféiers et de cacaoyers.



Vieilles plantations de cacao

« Pour une plantation de caféiers après le passage des feux de brousse, on peut récupérer après recépage. Par contre, dès que le feu passe dans une plantation de cacao, tout est détruit. Les efforts de toute une vie s'évaporent brusquement car les plantes sont irrécupérables, il faut reprendre tout à zéro » a déclaré M. Tokétchala. Une autre cause de la baisse de la production est l'entretien des plantations. L'ancienne variété, « Tété-Kossi » est très résistante aux insectes mais très sensible au Swolen Shoot, principale maladie du cacaoyer actuellement. La nouvelle variété introduite par la SRCC (Société pour la Rénovation de la Cafèière et de la Cacaoyère togolaises) est très exigeante, pour une bonne rentabilité, il faut 4 traitements obligatoires par an pour espérer une bonne production. Le directeur préfectoral de l'agriculture explique que le manque d'investissement et de mains d'œuvre pour l'entretien des plantations fait baisser considérablement la production du cacao dans la préfecture de Wawa.

Le septuagénaire Kouma, ancien producteur de cacao abonde dans le même sens. Il soutient que la production du cacao a chuté, à cause de l'introduction de la nouvelle variété hybride. La SRCC au début de ses activités, a proposé cette nouvelle variété très productive en remplacement de l'ancienne variété Tété-Kossi. Le septuagénaire affirme que pour inciter les paysans à adhérer à sa politique, la SRCC indemnisait ceux et celles qui acceptaient couper leur plantation. Outre l'indemnisation, la SRCC leur offrait gratuitement les jeunes plants. C'est ainsi que les plantations ont été détruites. « Nous pensions que la nouvelle variété devrait être très bénéfique. Hélas, elle était très exigeante. Sans les traitements phytosanitaires, les cabosses pourrissaient à tout moment, contrairement à l'ancienne. Cela a impacté négativement la production cacaoyère » a affirmé M. Kouma.

Un autre producteur, M. Wahabou, la soixantaine affirme qu'après la coupe des plantations, les agents chargés de la coupe, badigeonnaient les souches d'un produit chimique qui détruisait complètement l'ancienne variété pour qu'elle ne régénère plus. Ces produits chimiques ont également eu un effet négatif sur le sol entraînant le pourrissement des nouveaux plants dans les trous. Avec l'ancienne variété, le traitement était quadriennal. Seuls ceux qui avaient assez de moyens ont pu maintenir et produire la nouvelle variété. Un autre facteur non négligeable est le temps d'attente pour jouir de la nouvelle plantation. Il faut trois ans pour commencer par jouir de la nouvelle variété. Cette durée a considérablement affaibli et appauvri la majorité de ceux qui ont adhéré à la nouvelle orientation agricole. Ils avaient du mal à acheter les intrants pour faire le traitement à temps. Par contre scientifiquement, les variétés hybrides distribuées aujourd'hui sont plus productives et plus précoces que les Tété-Kossi. La première floraison est attendue à 18 mois contre 4-5 ans pour les Tété-Kossi.



Un tas de cacao prêts à être chargés pour l'exportation

A toutes ces causes, il faut ajouter la chute du prix à l'international. Cette chute a noyé complètement la majorité des producteurs. « Ils ont commencé à brader les arbres sous lesquels les plantations cacaoyères se trouvaient pour satisfaire leurs besoins quotidiens. Aujourd'hui ces plantations sont remplacées par la production du gingembre » a conclu Wahabou.

Enfin, une dernière cause est l'irrégularité de la pluviométrie. Le technicien, formateur préfectoral ICA/UTCC-Wawa Zone Litimé, Kouyawo Ayédjo Kokou, a relevé qu'outre la destruction massive des essences forestières dans la préfecture qui plombe la régularité des pluies, les producteurs ne respectent pas l'itinéraire technique. Il y a peu de projets d'accompagnement des producteurs selon le technicien de l'ICAT.

Les conflits fonciers au sein des familles

A l'indépendance, le pays était moins peuplé et le problème foncier ne se posait pas. Il y avait de vastes domaines agricoles à exploiter pour les plantations de caféiers ou de cacaoyers. Aujourd'hui avec le développement et l'augmentation de la population, l'homme a empiété sur l'environnement, sur les surfaces cultivables. « L'héritage des premiers cacaoculteurs n'a pas été bien préservé. Après l'abattage des anciennes plantations, les nouvelles n'ont pas prospéré longtemps. Les dépenses liées aux traitements ont assommé les producteurs. De plus, les troubles sociopolitiques qu'a connus le Togo, a été un frein aux producteurs qui ont eu du mal à trouver des ouvriers pour l'entretien des plantations » a relevé le père de famille Kossivi. Il ajoute que le gain facile et la paresse de la jeunesse ont fait que certains héritiers qui ne maîtrisaient pas l'exploitation cacaoyères, ont non seulement cédé des plantations mais ont aussi coupé les arbres qui stabilisaient la production de cacao. D'autres ont remis en cause les contrats de donation créant des conflits fonciers. Certaines familles ont été simplement spoliées. Aujourd'hui, il y a beaucoup de conflits fonciers qui rendent difficile l'exploitation des terres cultivables.

Approches de solutions durables pour booster cette production.

Le cacao constitue la troisième culture traditionnelle d'exportation du Togo et il procure des devises importantes dans le secteur agricole, source de revenu pour des familles. A cet effet, des solutions sont à rechercher pour relancer la production cacaoyère dans les 17 communes de la filière café-cacao de la zone ouest de la région des Plateaux

et plus particulièrement dans la commune Wawa 1. Entre autres solutions, il faut d'abord mettre fin à la déforestation car le café et le cacao ne réussissent que dans les zones forestières selon le maire Wawa 1. Il exhorte les chercheurs en agronomie du Togo à trouver une variété de cacao capable de répondre aux attentes des populations en matière de rentabilité, de résistance aux maladies et aux aléas climatiques. Ensuite, il faut réviser le prix d'achat et instituer des ristournes comme dans la filière cotonnière où quand le prix augmente à l'international, les paysans ont des ristournes pour les motiver et la production est stable. L'Etat doit avoir un œil regardant sur la gestion de la filière pour le bien-être des producteurs. Depuis des années, les instances de gestion de la filière au Togo prélèvent 60 francs CFA sur chaque kilogramme de Cacao et de café sans aucun compte. Une partie de ce montant prélevé doit revenir aux communes pour le développement de la zone. Depuis la chute de la production dans les années 90 jusqu'à nos jours, les populations vivent dans la misère, déplore le maire Assamoah Yao.

NOUVELLES DE L'ETRANGER

BURKINA FASO :

LE GOUVERNEMENT CONFIRME LA DENONCIATION DE L'ACCORD AUTORISANT LA PRESENCE MILITAIRE FRANÇAISE DANS LE PAYS

Ouagadougou, (XINHUA) - Le porte-parole du gouvernement du Burkina Faso, Jean Emmanuel Ouédraogo, a confirmé le lundi 23 janvier que le Burkina Faso avait donné un mois à la France pour retirer ses troupes du territoire burkinabè, affirmant que cette dénonciation était prévue dans les termes de l'accord militaire.

"Cette dénonciation est dans l'ordre normal des choses parce qu'elle est prévue dans les termes de l'accord militaire qui permet le déploiement des forces françaises au Burkina Faso. L'article 16 prévoit cette dénonciation, une sorte de préavis qui laisse un mois à la partie française de céder à cette requête", a déclaré lundi le porte-parole à la télévision nationale (RTB).

M. Ouédraogo a ajouté que cette dénonciation était dans "l'ordre normal des choses", car les autorités françaises ont indiqué à plusieurs reprises la responsabilité des autorités burkinabè dans la présence des forces françaises au Burkina Faso. Il revient aux autorités burkinabè dans le cas échéant de demander le départ des forces françaises et de dénoncer l'accord militaire qui permet à ces forces de se stationner à Ouagadougou, a-t-il expliqué.

Toutefois, le porte-parole du gouvernement a assuré que cette dénonciation "n'est pas liée à un événement particulier", mais "elle est liée seulement à la volonté des autorités de la transition et du soutien de l'ensemble du peuple burkinabè".

Cette décision du gouvernement burkinabè intervient alors que les manifestations pour réclamer le départ des soldats français sur le sol burkinabè sont fréquentes.

Vendredi dernier, des milliers de manifestants sont descendus dans les rues de Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, pour exiger le départ de l'ambassadeur de France au Burkina Faso, Luc Hallade, et des forces françaises stationnées dans le camp de Kamboinsin, au nord-est de la capitale.

XINHUA

BURKINA FASO :**LES 66 FEMMES ENLEVEES ONT ETE LIBEREES PAR L'ARMEE (MEDIA)**

Ouagadougou, (XINHUA) - Les 66 femmes enlevées par des inconnus armés les 12 et 13 janvier aux environs d'Arbinda, dans la province burkinabè du Soum (nord), ont été libérées le vendredi 20 janvier par l'armée, a annoncé la chaîne publique RTB.

Elle a indiqué dans son journal de 20h qu'il s'agissait de 27 femmes âgées de 18 à 56 ans et de 39 fillettes et jeunes filles, dont quatre bébés. Selon la télévision, "elles ont été retrouvées ce vendredi dans la région du Centre-Nord, puis ramenées à Ouagadougou par les forces de défense et de sécurité suite à une opération".

Dans un communiqué, le procureur du Burkina Faso avait expliqué jeudi que ces enlèvements avaient eu lieu les 12 et 13 janvier dans les villages de Liki-Boukouma et de Sirigni. Selon de premiers éléments, elles étaient à la recherche de feuilles et de fruits sauvages comestibles lorsqu'elles ont été kidnappées et conduites vers les localités de Gasseliki et de Gorguel.

L'insécurité qui sévit au Burkina Faso depuis 2015 a coûté la vie à de nombreuses personnes et fait des milliers de déplacés, rappellent des observateurs locaux.

XINHUA

RDC :**UNE NOUVELLE ATTAQUE DES ADF FAIT DES DIZAINES DE MORTS PRES DE BENI**

Kinshasa, (RFI) - L'est de la RDC à nouveau en proie à des tueries. Au moins 24 civils ont été tués et une dizaine d'autres kidnappés dans une nouvelle attaque attribuée aux Forces démocratiques alliés (ADF) dans le territoire de Beni. L'attaque a eu lieu dans la nuit de dimanche 22 à lundi 23 janvier, dans le village de Makungwe.

Selon l'armée, les auteurs de l'attaque fuyaient les offensives des troupes congolaise et ougandaise lorsqu'ils ont surgi dans le village de Mukungwe autour de 21h30. Les assaillants étant visiblement plus nombreux, les quelques militaires sur place n'ont pas réussi à empêcher les tueries. Les premiers à être exécutés sont une dizaine de civils qui buvaient des bières dans une petite buvette.

Une attaque pour des raisons de survie, selon le porte-parole militaire dans la région, le capitaine Anthony Mwalushay : *« Vous allez comprendre que l'ennemi a un problème. Non seulement il veut venger ceux qui se sont fait tuer par l'armée, mais aussi kidnapper pour renforcer ses effectifs. Sans parler des problèmes de médicaments des produits pharmaceutiques, parce que parmi les maisons pillées y figurent deux pharmacies »*.

Lundi soir, l'armée était encore en opération dans le parc des Virunga, les assaillants s'y étant retranchés. *« Nous sommes déterminés à non seulement venger nos compatriotes mais aussi à récupérer les dix qui ont été kidnappés »*, complète Anthony Mwalushay.

Les experts des Nations unies n'ont plus de doute : l'ADF se sert des attaques pour recruter. Les otages sont enrôlés de force, avant d'être armés, comme lors de l'attaque ayant occasionné une évasion massive des prisonniers à Butembo en août dernier.

Les organisations de la société civile restent critiques envers les opérations, fustigent les renseignements militaires et réclament plus d'hommes en uniformes pour prévenir les attaques.RFI

MALI :

LE CHEF JIHADISTE IYAD AG GHALY RECRUTE ET S'AFFICHE DANS LA REGION DE MENAKA

Bamako, (RFI) - Au Mali, Iyad Ag Ghaly est dans la région de Ménaka pour recruter de nouveaux combattants et il s'affiche personnellement. Des photographies ont été diffusées dans la nuit de dimanche à lundi 23 janvier par Al-Zallaqa, l'organe de propagande du Jnim (Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans) lié à Aqmi et dirigé par Iyad Ag Ghaly. On peut y voir le chef jihadiste entouré de notables touaregs de la région de Ménaka lui prêtant allégeance.

La dernière fois qu'il s'était montré, Iyad Ag Ghaly participait à un fastueux banquet célébrant la libération de centaines de combattants jihadistes relâchés par le Mali en échange de plusieurs otages dont la figure politique malienne Soumaila Cissé et la Française Sophie Pétronin. C'était en octobre 2020.

Cette fois, Iyad Ag Ghaly s'affiche avec plusieurs notables touaregs lui prêtant allégeance dans la région de Ménaka, au cours d'une réunion qui se serait tenue, le samedi 21 janvier, il y a à peine deux jours. Les images ont été authentifiées par Heni Nsaibia, chercheur à Aclad (Armed conflict location and event data), spécialiste de la sphère jihadiste au Sahel, qui précise que la date est crédible, quoique plus difficile à confirmer avec certitude.

Pres d'inekar, depuis plusieurs semaines

Selon plusieurs sources sécuritaires et civiles locales jointes par RFI, la réunion se serait tenue précisément dans le secteur d'Inekar, près de la frontière avec le Niger, une zone très éloignée de Kidal ou du sud de l'Algérie où Iyad Ag Ghaly se cache habituellement.

Surtout, Iyad Ag Ghaly serait en déplacement, dans la zone, depuis plusieurs semaines, « *depuis plus de deux mois* », assure même une source. Une liberté de mouvement qui peut surprendre, même si « *Iyad est beaucoup plus mobile depuis le départ de Barkhane* », comme l'indique un interlocuteur résumant, sur ce point, la pensée de tous les autres.

En l'occurrence, des rumeurs avaient fait état de la présence d'Iyad Ag Ghaly dans la région de Ménaka, à plusieurs occasions, ces dernières semaines. Certaines sources assurent même qu'il aurait personnellement dirigé des combats contre l'EIGS mais c'est la première fois que des photos et qu'un communiqué officiel du Jnim attestent de sa présence.

Campagne de recrutement

Ce séjour et cette publication sont ainsi très révélateurs de la situation sécuritaire dans cette partie du nord-est du Mali que se disputent, depuis près d'un an, le Jnim d'Iyad Ag Ghaly, lié à Aqmi, et la branche sahélienne du groupe État islamique.

Les civils sont bien souvent pris pour cibles, particulièrement par l'EIGS qui a érigé, en méthode de conquête, le fait de massacrer les populations, de voler le bétail et de brûler campements et villages sur son passage. Depuis mars dernier, près d'un millier de civils auraient ainsi péri, selon le décompte des communautés locales.

Dans ce contexte, le Jnim cherche à étoffer ses rangs en diffusant ces images. Iyad Ag Ghaly entend montrer son implication personnelle dans ce qui ressemble finalement à une campagne de recrutement.

Touaregs daoussak

Selon les sources jointes par RFI, les notables prêtant allégeance à Iyad Ag Ghaly, sur les images diffusées par le Jnim, sont des Touaregs de la fraction Daoussak. Selon certaines de ces sources, cette allégeance concerne particulièrement des combattants du

Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA), groupe armé local signataire de l'accord de paix de 2015 avec le gouvernement malien.

« *Certains sont passés par nos rangs* », reconnaît un cadre de ce groupe armé, « *mais c'était il y a longtemps. Il n'y avait pas que des Daoussak à cette allégeance et aucun de nos combattants n'a fait défection pour rejoindre le Jnim* », assure encore cette source au sein du MSA, en première ligne pour défendre les civils face à l'EIGS, depuis près d'un an, et qui voit d'un mauvais œil cette dynamique : si le MSA et le Jnim ont actuellement un ennemi commun - le groupe État islamique - et si certaines batailles ont pu les mener sur le même terrain [comme à Talataye en septembre dernier, ndlr] ce cadre du MSA se veut catégorique : aucune alliance n'est souhaitable avec le Jnim, « *se jeter dans leur bras est une erreur grave.* »

En tout état de cause, le nombre d'hommes concernés par cette nouvelle allégeance est difficile à estimer, mais ils ne seront sans doute pas les derniers.

« Aucun soutien »

La tentation de rejoindre le Jnim risque de se faire de plus en plus grande pour répondre aux assauts meurtriers de l'EIGS, mais aussi parce que les habitants de Ménaka se sentent très largement abandonnés par l'État malien : l'armée malienne et ses supplétifs russes, pourtant présents dans la ville de Ménaka, n'ont mené aucun combat dans ce secteur depuis le début des hostilités.

Le gouvernement de transition n'a pas même publié un seul communiqué pour déplorer la mort des centaines de civils maliens tués dans la région.

« *Le SOS des populations est connu depuis longtemps* », pointe une source locale, « *et on ne leur a apporté aucun soutien. Il n'y a plus qu'Al-Qaïda pour leur proposer quelque chose.* »

Cette source, qui estime et déplore que l'attitude des autorités fasse le jeu du Jnim, rappelle également que depuis le début de l'offensive de l'EIGS dans la zone, les activités économiques des communautés locales, largement composées d'éleveurs et de commerçants, sont à l'arrêt. « *Avant, ils vivaient de leur marché, maintenant, ils n'ont plus rien.* ».RFI

SPORTS

DOULA - "LA PRESSION EST SUR LE CAMEROUN, PAS SUR LE NIGER"

DOULA, (Cafonline) - Le sélectionneur du Niger, Harouna Doula, a révélé que son équipe ne sera pas sous pression lorsqu'elle affrontera le Cameroun dans le dernier match du groupe E du CHAN TotalEnergies, le mardi 24 janvier au stade Miloud Hadeffi d'Oran.

Le Mena a obtenu un match nul contre le Congo lors de leur premier match, devront battre le Cameroun pour se qualifier pour les quarts de finale. "Nous n'avons pas de pression. C'est le Cameroun qui a de la pression à cause du résultat qu'il a obtenu lors de son premier match. Nous aborderons le match en cherchant la victoire et en créant des problèmes à nos adversaires" a expliqué Doula.

"Nous avons vu les erreurs qu'ils ont commises lorsqu'ils étaient sous la pression des Congolais lors de leur premier match. Nous allons donc nous en inspirer avant notre match contre eux demain".

Le Niger, qui a été encouragé par un nombre impressionnant de supporters lors de son premier match, espère pouvoir compter sur le même soutien lors de son prochain match. "Nous sommes très heureux d'avoir un grand nombre de supporters nigériens ici en Algérie. Ce genre de soutien est très important pour nous dans une compétition comme celle-ci.

Nous avons un bon moral dans le camp. Compte tenu de la tâche qui nous attend, nous sommes prêts

Les joueurs adorent ça." "C'est une finale avant la finale. C'est un match décisif pour nous. Le Cameroun a un avantage dans ce match mais nous voulons progresser dans la compétition. Nous avons une équipe timide contre le Congo. Nous étions timides mais c'est à cause du niveau du tournoi. Nous allons maintenant essayer d'être plus expressifs et de nous créer plus d'occasions devant le but."

Le milieu de terrain Faycal Iboun Abdoulaye Seyni s'est fait l'écho du discours de son entraîneur et a déclaré : "Nous avons un bon moral dans le camp. Compte tenu de la tâche qui nous attend, nous sommes prêts. Nous avons beaucoup discuté entre nous et nous croyons les uns les autres pour obtenir cette qualification. Nous allons nous donner à 200% dans ce match".

A la question de savoir si le Niger sera capable d'arrêter le joueur vedette du Cameroun, Jerome Ngom Mbekeli, Doula a dit que son équipe ne se concentrera pas sur un joueur individuel. Le Cameroun est en tête du groupe E avec trois points après une victoire 1-0 sur le Congo. Le Niger est deuxième avec seulement un point. Le Congo a été éliminé de la compétition après un match nul et vierge contre le Niger lors de leur deuxième match.

Le Niger affronte le Cameroun au Stade Miloud Hadeffi.
Cafonline

TROPICALE AMISSA BONGO:

LE FRANÇAIS JASON TESSON S'IMPOSE A MITZIC

LIBREVILLE, (RFI) - Mardi 24 janvier, la deuxième étape disputée entre Oyem et Mitzic (109 kilomètres) a été remportée par le Français Jason Tesson.

La formation TotalEnergies est à la fête au Gabon. Après la victoire de Geoffrey Soupe lundi 23 janvier lors de la première étape qui arrivait à Oyem, un autre coureur tricolore s'est illustré ce mardi 24 janvier à Mitzic, ville arrivée de la 2e étape de la Tropicale Amissa Bongo. Jason Tesson s'offre son premier succès au sprint avec son nouveau maillot, lui qui faisait partie de la formation Saint Michel-Auber 93 en 2022. L'ancien champion de France amateur (en 2020), a devancé son coéquipier Émilien Jeannière et le Danois Alexander Salby (Bingoal WB).

Plusieurs coureurs ont tenté de fuir lors de cette courte étape, à l'image du Rwandais Mugisha, de l'Algérien Cherki et de l'Erythréen Araya. Joseph Areruya, ancien vainqueur de la Tropicale en 2018, avait été le premier à tenter de sortir du peloton dès le départ de l'étape à Oyem.

L'équipe TotalEnergies poursuit son parcours parfait après la victoire hier de Geoffrey Soupe, qui conserve son maillot jaune. Mercredi, pour la troisième étape, le peloton s'élancera de Lébamba pour arriver à Mouila, avec 123 kilomètres au programme. Pour la première fois, la Tropicale visitera le département du Louetsi-Wano au Sud du pays. Sur des routes très roulantes, la victoire d'étape ne devrait pas échapper aux équipes de sprinters qui auront les moyens de maîtriser les tentatives d'échappées afin de favoriser une nouvelle arrivée groupée. RFI

PSG :

UN MOIS INFERNAL EN APPROCHE !

PARIS, (MAXIFOOT) - Encore en lice dans toutes les compétitions, le Paris Saint-Germain va débiter un mois infernal avec plusieurs chocs entre la Ligue 1, la Coupe de France et la Ligue des Champions. Un calendrier aussi périlleux qu'excitant pour les joueurs et supporters du club de la capitale.

Le Paris Saint-Germain va débiter une nouvelle saison. Très facile vainqueur du Pays de Cassel (0-7), lundien 16es de finale de la Coupe de France, avec notamment le premier quintuplé de l'histoire du club inscrit par Kylian Mbappé, le champion de France va avoir du pain sur la planche dans les semaines à venir avec un calendrier aussi chargé que relevé puisque 8 matchs, et non des moindres, sont prévus en moins d'un mois.

Quatre rencontres relevées en L1

Le prochain sera d'ailleurs un bon test avec la réception de Reims. La formation champenoise, qui avait accroché les partenaires de Sergio Ramos (0-0), le 8 octobre, n'a toujours pas perdu depuis. Une série d'invincibilité de 13 matchs que les protégés de Will Still comptent bien poursuivre au Parc des Princes, le 29 janvier, dans une rencontre bien plus difficile qu'elle n'en a l'air pour les joueurs de la capitale.

Si Montpellier (1er février) et Toulouse (4 ou 5 février) devraient, a priori, opposer une résistance moins importante, le rapprochement des matchs n'aidera pas forcément les Parisiens. Après ces deux rencontres face à ces formations du sud de la France, les Rouge et Bleu défieront Monaco (11 février) et Lille (19 février) en Ligue 1 avant de terminer le prochain mois par un déplacement périlleux au Vélodrome contre l'Olympique de Marseille (26 février).

L'OM et le Bayern dans le trafic Les Franciliens feront d'ailleurs une escale dans l'enceinte phocéenne dès le 8 février avec un énorme choc comptant pour les 8es de finale de la Coupe de France. Un excellent préparatif pour le 8e de finale aller de la Ligue des Champions prévu contre le Bayern Munich, six jours plus tard (14 février). Autant dire que les joueurs et supporters parisiens vont avoir droit à des semaines très intenses qui vont, quoi qu'il arrive, conditionner la suite des événements.

MAXIFOOT

Copyright, ATOP. Tous droits réservés